Le désarmement au service de la paix – Le 8 avril, permettre dans les faits le désarmement total d'ETA au Pays basque

samedi 8 avril 2017, par Collectif / Signatures multiples (Date de rédaction antérieure : 6 avril 2017).

LE DÉSARMEMENT AU SERVICE DE LA PAIX

Le processus de désarmement de l'ETA est une étape indispensable pour l'avenir du Pays Basque, en Espagne et en France. Alors qu'aucune contrepartie n'est demandée, les autorités françaises n'ont pour le moment pas donné suite aux demandes réitérées des Artisans de Paix – ainsi dénommés par la population à l'occasion des évènements de Louhossoa – et des élus locaux de s'impliquer dans ce processus de désarmement.

Refusant que la situation actuelle se prolonge 5 ans de plus et qu'elle empêche ainsi le processus de paix de progresser dans son ensemble ; les Artisans de la Paix ont décidé de faire du samedi 8 avril 2017 la journée du désarmement effectif.

Elu-e-s de toutes appartenances politiques, syndicalistes de toutes sensibilités, représentant-e-s de la société civile et d'associations importantes ont annoncé que des milliers de personnes réunies à Bayonne ce jour-là vont permettre dans les faits le désarmement total d'ETA.

Nous saluons cette initiative et demandons aux autorités françaises de ne pas faire obstacle au bon déroulement de cette journée, au soir de laquelle ETA sera une organisation complètement désarmée.

Paris le 6 avril 2017

Premiers signataires

- *Organisations :*

AFD International ; L'Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (L'Acort) ; Assemblée européenne des citoyens (AEC) ; Association française des juristes démocrates ; Association des Marocains en Farnce (AMF) ; Association des Tunisiens en France (ATF) ; Alternatiba ; ANV-COP21 ; Attac France ; Cedetim, Ipam (Initiative Pour un Autre Monde) ; Le Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid) ; Le Cercle Condorcet de Paris ; CNT ; Le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'Homme en Tunisie (CRLDHT) ; Commission action non-violente de l'Arche ; La Confédération paysanne nationale ; Conseil national des associations familiales laïques (Cnafal) ; Droit au Logement ; Emmaüs France ; Ensemble ! ; Europe écologie les Verts (EELV) ; Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR) ; Fondation Copernic ; Fondation Danielle Mitterrand France Libertés ; Fondation Frantz Fanon ; Forum Tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) ; FSU ; Jinov International ; Ligue des droits de l'Homme (LDH) ; Mouvement pour une alternative Non-violente (MAN) ; Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) ; Nouveau parti anticapitaliste (NPA) ; Observatoire international des prisons section française (OIP) ; Parti de Gauche ; Régions et peuples

solidaires ; Réseau féministe « Ruptures » ; Sindicato Autotorganizzato Lavatori COBAS (SIAL COBAS – Italie) ; Sindicatu di i Travagliadori Corsi (STC – Corse) ; Sindikad Laboureriien Breizh (SLB – Bretagne) ; Sortir du colonialisme ; Syndicat des avocats de France (Saf) ; Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT) ; Syndicat des travailleurs du rail (Sytrail/UNTM) ; Union des démocrates et indépendants (UDI) ; Union syndicale de la psychiatrie (USP) ; Union syndicale Solidaires ; Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités (USTKE – Kanaky).

- Personnalités :

Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble ! ; Geneviève Azam, membre d'Attac ; Claude Barbier, conseiller municipal, Viry, Savoie ; Francine Bavay ; Julien Bayou, porte-parole national EELV ; Eric Beynel, co-délégué général d'Union syndicale Solidaires ; Martine Billard, secrétaire nationale à l'écologie du PG ; Frédéric Bodin, secrétaire national d'Union syndicale Solidaires ; Delphine Boesel, présidente de l'Observatoire international des prisons section française (OIP) ; Pascal Boissel, vice-président de l'Union syndicale de la psychiatrie ; Jean-Marie Bonnemayre, président du Cnafal ; José Bové, député européen écologiste de la région Sud-Ouest ; Marie-Annick Butez, trésorière du Mrap ; Antoine Comte, avocat à la cour ; Eric Coquerel, conseiller régional Ile-de-France PG ; Karima Delli, députée européenne écologiste ; Bernard Dreano, président du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (Cedetim) ; Jean-Pierre Dubois, président d'honneur de la LDH ; Jean-Michel Ducomte, universitaire ; Françoise Dumont, présidente de la LDH ; Pascal Durand, député européen écologiste ; Mireille Fanon Mendès France, présidente de la Fondation Frantz Fanon ; Natalie Francq, conseillère régionale PS ; Susan George, présidente d'honneur d'Attac ; Cécile Gondard Lalanne, co-délégué général d'Union syndicale Solidaires ; Augustin Grosdoy, co-présidente du Mrap ; Mikel Hiribarren, paysan Itxassou, membre du syndicat paysan basque ELB et secretaire national de la Confédération paysanne ; Yannick Jadot, député européen écologiste ; Eva Joly, députée européenne écologiste ; Pierre Khalfa, coprésident de la Fondation Copernic ; Thierry Kuhn, président d'Emmaüs France ; Thomas Lacoste, cinéaste La Bande Passante ; Jean-Christophe Lagarde, président de l'Union des démocrates et indépendants (UDI) ; Henri Leclerc, président d'honneur de la LDH ; Nicole Lefeuvre, Commission action non-violente de l'Arche ; Gilles Lemaire, écologiste altermondialiste ; Renée Le Mignot, co-présidente du Mrap ; Jan Malewski, rédacteur de la revue Inprecor ; Gilles Manceron, historien et membre du Comité central de la LDH ; Myriam Martin, porte-parole d'Ensemble ! ; Gustave Massiah, membre du Conseil international du Forum social mondial ; Corinne Morel Darleux, conseillère régionale Auvergne-Rhône-Alpes ; André Paccou, membre du Comité central de la LDH section LDH de Corse ; Hervé Paris, président Altercarto ; Jean-François Pellissier, porte-parole d'Ensemble ! ; Dominique Plihon, porte-parole d'Attac France ; Emmanuel Poilane, président du Crid et directeur de la Fondation Danielle Mitterrand France Libertés ; Michèle Rivasi, députée européenne écologiste ; Gilles Simeoni, président du Conseil exécutif de Corse ; Danielle Simonnet, conseillère de Paris PG ; Pierre Tartakowsky, président d'honneur de la LDH ; Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac France ; Michel Tubiana, président d'honneur de la LDH ; Patrick Viveret, philosophe, co-fondateur des « Dialogues en humanité ».

* http://www.ldh-france.org/desarmement-au-service-paix/

APPEL A LA JOURNEE DU DESARMEMENT DU 8 AVRIL

L'initiative de Louhossoa a ouvert de nouvelles perspectives sur le désarmement de l'ETA, et le

dévelop- pement du processus de paix en Pays Basque. Les différentes requêtes au gouvernement français pour qu'il s'implique dans le désarmement et la résolution globale du conflit, et en particulier celle adressée plus de 700 élus du Pays Basque Nord, sont restées sans réponse à ce jour. Dans ce contexte se tiendra le samedi 8 avril une journée du désarmement au terme de laquelle l'ETA sera une organisation totalement désarmée.

Nous élus et acteurs de la société civile du Pays Basque continuons de penser que la participation de l'Etat français à un processus de désarmement de l'ETA ordonné et supervisé par des experts internationaux reste la meilleure option, et espèrons encore qu'elle puisse se mettre en œuvre dans les jours qui viennent. Mais, face à un risque d'enlisement du processus de paix, nous considérons que chacun doit prendre ses responsabilités pour qu'il aille jusqu'à son terme et permette l'avènement d'une paix juste et durable en Pays Basque.

– Parce que nous avons la conviction que ce désarmement total est une condition incontournable permettant d'aboutir à une résolution définitive du conflit en Pays Basque intégrant l'impossibilité d'un quelconque retour en arrière de la violence.

– Parce que la prise en compte de toutes les victimes avec les réparations que cela suppose, et le règlement définitif de la question des prisonniers selon les modalités précisées dans la Déclaration de Bayonne nous semble nécessaire.

– Parce qu'il nous faut sortir de cette situation absurde, où nous avons d'un côté l'ETA qui souhaite être au plus vite une organisation désarmée, et de l'autre, des Etats qui refusent que cela se réalise.

– Parce que, près de 6 ans après la Conférence de paix d'Aiete, et l'arrêt de la lutte armée, l'enlisement du processus peut engendrer des conséquences que nous ne voulons pas imaginer.

Pour toutes ces raisons, nous décidons aujourd'hui d'être des artisans de la paix en Pays Basque, et d'appeler à la journée du désarmement du samedi 8 avril.

Nous participerons à cette journée, et invitons tou-te-s les citoyen-n-es soucieux d'une paix juste et durable à nous rejoindre. Le samedi 8 avril soyons des milliers d'artisans de la paix à contribuer à un avenir sans violence et démocratique pour le Pays Basque !

SIGNATAIRES DE L'APPEL 8 AVRIL 2017

ABEBERRY Jakes, Enbata
AGUIRRE Anaiz, Membre de Bizi
ALAUX Sylviane, Députée PS des Pyrénnées-Atlantiques
ANIOZBEHERE Jean, Ancien maire de Sare
ARAGON Marie-Christine, Conseillère départementale PS des Pyrénnées-Atlantiques
ARIZMENDI Paco, Président du PNB
BADIOLA Paul, Ancien maire de St Jean de Luz
BETBEDER Lucien, Président du Biltzar des Maires
BIDART Betti, Conseiller municipal abertzale
BISAUTA Martine, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération Pays Basque
BORDAGARAY Jojo, Chanteur
BORDES Anne- Marie, Journaliste
BOUCHET Martine
BRISSON Max, Vice-Président LR du Conseil Départemental des Pyrénnées-Atlantiques
CACHENAUT Maryse, Paysanne
CAPDEVIELLE Colette, députée PS des Pyrénnées-Atlantiques

CELLAN Claire, Secrétaire générale de la CFDT Santé Sociaux Pays Basque
COLINA Mertxe, Membre d'Abertzaleen Batasuna
COSNAY Marie, Ecrivaine
DARRAIDOU Andde, Ancien Président du Biltzar des Maires
DEBARBIEUX Yvette, Conseillère municipale communiste
DUFAU Peio, Syndicaliste CGT
ECENARRO Kotte, Maire d'Hendaye et conseiller départemental des Pyrénnées-Atlantiques
ELICHIRY Jean-Daniel, Directeur d'association de solidarité
ESPAGNAC Frédérique, Sénatrice PS
ETCHANDY ITHURRALDE Maritxu
ETCHEBEST Michel, Maire de Mauléon et Vice Président de la Communauté d'Agglomération Pays Basque
ETCHETO Jean-Baptiste, Syndicaliste
ETCHEBERRY Jean-Jacques (Llargo), Artisan et conseiller au sein de la Communauté d'Agglomération Pays Basque
AGOAGA Jean, Co-fondateur d'Anai Artea
FROSSARD Claire, Secrétaire du CDDHPB
GROSSIER Jean Pierre
HIRIART Alain, Maire de St Pierre d'Irube et membre exécutif de la CAPB, EHBAI
HOQUI Joana, Présidente d' Azia
IRAZOQUI Maite, Ancienne directrice diocesaine de l'enseignement à Bayonne et membre d'Atxik Berrituz
LARRALDE Michel, Secrétaire Général de la CFDT Pays Basque
LASTIRI Jeannot, Syndicaliste CGT Hôpitaux
LEFORT Jean François, Membre de Sortu
LEICIAGUECAHAR Alice, Conseillère régionale EELV
LOPEPE Anita, Porte-parole d'EHBAI
MENDIBURU Robert, Prêtre mission ouvrière
MICHAUD Anne Marie, Co-présidente du CDDHPB
MICHELENA Teresa, EKB/CAR
MILLET-BARBE Christian, Adjoint au maire de Bayonne
MOUESCA Gabi, Ancien Président de l'OIP
PACHON Victor
PRIETO Géronimo, Conseiller Prud'hommal de LAB
SALLABERRY Battitt, Ancien maire d'Hendaye
SARASUA Ainhoa, Membre d'Aitzina
STE MARIE Panpi, Paysan syndicaliste
TELLIER Pantxo
VALLI Franz, Ancien Président d'EMMAUS France et membre de la Maison de l'Europe à Bayonne
VEUNAC Michel, Maire de Biarritz

http://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2017/04/APPEL-A-LA-JOURNEE-DU-DESARMEMENT-DU-8-AVRIL-signatures-2.pdf

---